

“Pas question d’une Ville-Région”

Bruxelles Les projets du SP.A. pour la Région bruxelloise rejetés par les francophones.

La volonté du président du SP.A, John Crombez et de son ministre bruxellois, Pascal Smet, d’ouvrir ou de rouvrir le débat sur le statut d’un Bruxelles Ville-Région (ils ont présenté leur projet dans le “Soir” et le “Standaard”) a entraîné de nombreuses réactions, jeudi.

L’idée des socialistes flamands consiste à unifier Bruxelles. Les 19 communes seraient supprimées, faisant place à une Ville-Région, qui épouserait le même territoire (hors les communes à facilités). Elle aurait son propre Parlement, baptisé Conseil de la région urbaine, garantissant toujours la représentation flamande.

Les communes disparaîtraient et seraient remplacées par une vingtaine d’arrondissements, qui n’épouseraient pas les frontières des communes actuelles mais des frontières physiques (voies ferrées, canal, ring).

Le nombre d’habitants de chaque arrondissement serait globalement identique. L’arrondissement disposerait de compétences locales, comme la propreté, la sécurité, l’embellissement, l’écologie ou la vie associative.

MM. Crombez et Smet défendent le principe du trilinguisme. Le français et le néerlandais resteraient les deux langues administratives, mais l’anglais aurait sa place.

Selon M.Smet, il n’y a rien de communautaire dans la proposition. “Il y a une nouvelle génération à Bruxelles [...] que je n’appelle pas “francophone”, mais qui est composée de Bruxellois qui parlent français. Et en leur sein, il y a

une demande de changement, d’une bonne gestion, peu importe la langue. On doit sortir des anciennes pensées. Nous sommes tous des Bruxellois.”

Pas sûr que ce discours passe chez les élus francophones. Ils l’ont d’ailleurs déjà fait savoir jeudi.

Imbuvable

D’abord, rappellent-ils, le SP.A. a déjà développé cette antienne par le passé. Son projet, outre qu’il éloignera l’institution des citoyens, a des rejets communautaires, estiment Défi, le CDH et le PS. “Avec un tel modèle, le déficit démocratique est assuré. Les élus ne ressembleront plus à leurs électeurs. De plus, le SP.A. ne dit mot de la question de la représentation néerlandophone garantie. Celle-ci induit l’instauration d’un droit de veto dans les matières gérées actuellement par les communes”, a commenté le chef du groupe Défi, Emmanuel De Bock.

Pour le chef du groupe CDH au Parlement bruxellois, Benoît Cerexhe et la ministre Céline Fremault, les propositions visant à supprimer les communes et à fusionner les zones de police sont parfaitement imbuvables et il n’y a pas à les étudier. Le CDH est cependant demandeur d’une diminution d’un tiers du nombre des élus communaux et de 40 % des élus régionaux.

Fin de non-recevoir également de la part de la présidente de la fédération bruxelloise du PS, Laurette Onkelinx, qui ne veut pas non plus d’un Bruxelles district européen.

“Il ne faut pas repenser Bruxelles contre les Bruxellois, ni pour satisfaire les vieux fantasmes communautaires de certains politiques qui aspirent à une cogestion de la Région bruxelloise”, a enfin dit le chef du groupe MR Vincent De Wolf.

J.-C.M. (avec Belga)